

Succès et chute du « néolibéralisme » ? Le type même d'une histoire falsifiée.

Posté le : 4 février 2023 13:01 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Crise systémique, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

On pourrait sans doute évacuer la question du néolibéralisme en considérant qu'il s'agit d'un vocable de mépris inventé par la gauche socialiste ecclésiastique qui sait y faire pour dévaluer les idées qui la contrarient en créant des mots repoussoir. Libéralisme, c'était punissable de tous les péchés, mais le mot liberté y affleurait, et il fallait faire attention. Bien sûr, la liberté aussi pouvait être déplorée : « la liberté du renard dans le poulailler » a beaucoup servi. La puissance médiatique de la gauche est telle depuis 1945, que même les plus libéraux sont obligés à des contours, des prudences, des « je suis bien d'accord avec vous, c'est mal, mais tout de même ». Lorsqu'on a demandé à un membre de Renaissance si la politique du gouvernement était libérale, sa réponse a été très clairement obscurcie par le politiquement correct de gauche : « je n'aime pas ce mot qui est trop connoté ». Marion maréchal a dit à peu près la même chose il y a peu lors d'une longue interview. Libéralisme ? Attention, champ de mines ! Un peu comme « grand remplacement » est devenu une expression symbole d'un dérèglement de l'attitude tournant au fascisme invétéré, nourri par la xénophobie fanatique, le racisme induré et la glorification des années immondes qu'on croyait disparues.

Néolibéralisme est bien le type de vocable super connoté par la gauche vomitive et utilisable uniquement dans une phrase de dénonciation. Un peu comme un technocrate est un fonctionnaire vu par un poujadiste, un néolibéral est un prosélyte des libertés vu par ATTAC.

Il serait dommage d'en rester là. Les pensées dominantes sont en train de changer et il est important de mesurer la réalité et l'ampleur des glissements. Les historiens et les sociologues adorent prendre des bouts épars et en faire une parfaite construction, presque une volonté, appuyée sur un complot s'il s'agit d'un mouvement jusqu'ici marginal qui s'impose dans des circonstances mal comprises.

Alors aujourd'hui la mode est de s'interroger sur l'étonnante percée des idées libérales dans les cinquante dernières années et leur reflux soudain. Comme c'est aujourd'hui la règle, c'est dans le monde anglo-saxon qu'il faut chercher les initiateurs de cette réflexion. En France on ne pense qu'après et en réaction. Il eût été préférable qu'on s'y colle avant. Mais bon, on n'a plus d'universitaires de qualité. Ils se réservent pour les combats du Wokisme tels qu'ils étaient menés aux États-Unis il y a trente ans. Au moins cela les change de la glorification de la Commune.

Depuis « Rise and fall of the roman empire », la mode est aux « rise and fall » de tout et n'importe quoi. Gary Gerstle est un peu devenu le spécialiste du genre en histoire économique américaine. Après « Rise and Fall of the New Deal Order » il a écrit « Rise and Fall of Neoliberal Order ».

Il fallait s'attendre à un livre du même genre en France. David Cayla, présenté généralement comme « économiste hétérodoxe » (comme s'il y avait une économie alternative...), a sorti fin 2022 « Déclin et chute du Néolibéralisme » chez [De Boeck Supérieur](#).

Impossible de savoir ce qui différencie vraiment un hétérodoxe d'un non orthodoxe, et un non orthodoxe anti libéral d'un socialiste bon teint. Il est vrai que les économistes étant désormais

considérés comme des pestiférés, il faut prendre quelques précautions pour continuer à être entendu.

Notons au passage la difficulté d'être et de dire !

Serge Audier, un brillant normalien naturellement anti productiviste (du moment que son traitement public à la Sorbonne tombe régulièrement) avait ouvert la voie avec une série d'ouvrages sur le néolibéralisme. Une vraie obsession :

· *Le Colloque Lippmann : aux origines du néo-libéralisme*, Lormont,

- *Néo-libéralisme(s) : une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset,

- *Penser le néolibéralisme : le moment néolibéral, Foucault et la crise du socialisme*, Lormont, Le Bord de l'eau,

La difficulté est évidemment, dans le foisonnement des idées qui ont contesté le triomphe du New deal puis du Keynésianisme, avec des mouvements de pensée très hétérogènes, de trouver une unité puissante capable de créer la matrice d'une nouvelle domination intellectuelle embrassant et embrasant le monde y compris les socialistes de la New left aux États-Unis, ceux de la Deuxième gauche en France et ceux du blairisme au Royaume Uni.

Pour la gauche marxiste caricaturale, le sort du néolibéralisme est vite scellé : un complotisme financé par le grand capital et qui a réussi à pénétrer les arcanes du pouvoir élitiste, par dol, en imposant une doctrine de pouvoir obligatoire et généralisée via le lobbyisme et l'entrisme dans les lieux de pouvoirs. En gros, le néolibéralisme est un sale virus, échappé d'un laboratoire sordide, inoculé par ruse par des complotistes et dont il est difficile de se débarrasser mais heureusement, il est en train de mourir de sa propre vilenie. Si on n'obtient pas un prix de civisme après un tel travail de « démystification », voire de « démythification » et de nettoyage d'une poussée de pourriture, c'est évidemment à désespérer de tout et marquerait la force résiduelle du virus !

La droite n'en parle pas. Comme d'habitude. Prendre le risque d'une idée ! Vous n'y pensez pas !

Du coup, le domaine est plein de faux débats et d'erreurs terrifiantes.

La « généalogie » ou « l'archéologie » de n'importe quel système de pensée est devenue un exercice à la mode. À gauche, on mêle allègrement tout et n'importe quoi pour prouver des racines qui expliqueront l'arbre. Au prix de contorsions subtiles :

- Sur le tronc du libéralisme, le néolibéralisme est-il un surgeon ou une totale mutation conduisant, par glissements successifs, du bien possible au mal exemplaire ?

- Le néolibéralisme a-t-il réussi du fait de l'effondrement communiste, entraînant la chute de l'URSS et au capitalisme d'état en Chine ? Vu de gauche, le mal ne peut provenir de la chute de la bien-aimée URSS. Donc la généralisation de solutions moins collectivistes ne peut être que le fruit d'une intrigue complotiste. C.Q.F.D. !

Pour avoir participé pendant cinquante-cinq ans aux débats récurrents sur la science économique, il va de soi que cet esprit de système visant un complot machiavélique mondialisé ne correspond à rien de ce que j'ai pu connaître en France, en Europe et aux États-Unis. Il suffit de dépasser l'âge de 70 ans pour se rendre compte qu'on parle, dans les médias, des périodes que vous avez vécues dans votre jeunesse et que vous avez cru vivre passionnément, selon un « narratif » qui n'a que peu de rapport avec votre expérience. Aussi bien dans les généralisations que dans les épisodes montés en neige, vous ne reconnaissez pas cette histoire alléguée et reconstruite. Les mentalités collectives ont du mal à se transmettre et à être conservées. Le schématique l'emporte sur le réel.

Quiconque a lu avec attention « la théorie générale » de Keynes, sait que cela branle un peu partout

dans le manche et qu'il était parfaitement normal que des auteurs le remarquent et en fassent la critique. Moi-même dès la première année de fac, je mettais en difficulté sans le vouloir le chargé de TD qui croyait expliquer les crises périodiques selon la doctrine keynésienne par la course-poursuite de l'épargne et de l'investissement, en faisant remarquer qu'épargne et investissement étaient égaux par construction, il était difficile de concevoir qu'ils puissent se courir après. Une bêtise assez populaire à cette époque-là et qui n'a plus cours aujourd'hui.

De même affirmer que les changes flottants étaient une doctrine à la mode au moment où elle a été mise en œuvre, est une énorme contrevérité. À part Milton Friedmann qui en avait fait une vague apologie dans un livre lointain, personne ne défendait vraiment les changes flottants. C'était une bizarrerie qui pouvait s'expliquer momentanément par des circonstances particulières, mais sinon, ce ne pouvait être qu'une erreur funeste. Pour s'en convaincre, prendre aux États-Unis le bréviaire des élèves d'économie qu'était le Samuelson ou en France le cours de Raymond Barre, et voir que les changes flottants y sont traités par préterition ou en un quart de page... sur mille et quelques.

Ce n'est pas parce que « de vilains complotistes néolibéraux, intoxiqués par l'effroyable ami de Pinochet, le sinistre Milton Friedmann » que les changes flottants ont été instaurés mais parce que les États-Unis ne voulaient plus des contraintes de Bretton Woods et entendaient n'en faire qu'à leur tête. Qui se rappelle que ce sont **les Allemands** qui ont promu le flottement et que pendant longtemps la solution n'a été présentée que comme transitoire ? Friedmann a alors servi de caution intellectuelle et les banques centrales ont même cru devoir tenir compte de ses suggestions. Elles sont vite revenues en arrière. Aucun des avantages avancés par Milton ne s'est réalisé. Au contraire. Les changes flottants sont un abus de pouvoir des États-Unis et une erreur économique internationale. Pas un complot.

Alors on pourrait singer nos sociologues de pacotille et affirmer : « le néolibéralisme n'est pas le libéralisme habituel mais une doctrine prescriptive qui cherche à détruire toutes les institutions collectives visant le bien commun par l'application de l'idéologie des marchés libres et sans entraves. La destruction des changes par les complotistes américains vendus au néolibéralisme a permis les folies bancaires et rendu impuissant les états dont les élites n'avaient plus le choix que de s'adapter aux règles du néolibéralisme, la nouvelle gauche plongeant avec délices dans les méandres de la finance internationale garantie par les banques centrales au mépris des peuples ». Une belle carrière d'économiste à Libération et dans les chaînes publiques de télévision serait ouverte ! Mais quel rapport avec la réalité historique ?

Si l'Union soviétique s'est effondrée ce n'est pas à cause d'un complot néolibéral, mais sous le poids de ses tares intrinsèques. Et elle a bien fait ! Il suffit de regarder l'agriculture ! 75 ans de pénuries puis, après l'effondrement, la Russie et l'Ukraine en moins de 30 ans, sont devenus le grenier du monde ! Satanés complotistes néolibéraux !

Si l'Union Européenne a choisi, en créant un marché intérieur libre, de s'appuyer sur la liberté de circulation sans entraves des mouvements d'hommes, de capitaux et de produits ou services, c'est parce que telle est la règle à l'intérieur de chaque état et on a souhaité la généraliser dans la communauté. On ne peut pas intellectuellement concevoir un marché unique couvert de barricades.

Si Margaret Thatcher a voulu sortir le Royaume-Uni du socialisme, c'est d'abord parce que le pays ne pouvait pas supporter d'une part le poids de la hausse massive des coûts du pétrole et aussi le poids d'une économie administrée végétative et en pleine anarchie syndicale. Si Tony Blair a continué dans la même direction, c'est tout simplement parce que le RU rattrapait son retard.

Si la Chine s'est organisée autour d'un capitalisme débridé et sans entraves dans le cadre d'une dictature politique, c'est, ici encore, à cause du décrochage dramatique qui a suivi l'époque maoïste et la hausse des coûts du pétrole. Pas besoin de la main invisible du complotisme néolibéral. Quand

le géant Chinois s'est aperçu qu'il était dépassé par la seule Corée du Sud, et bientôt par tous les tigres de la région, il a compris que son destin était scellé si un changement radical n'était pas opéré.

Si les Américains ont décidé de laisser la Chine entrer dans l'OMC, c'est par cupidité : ils pensaient que les entreprises qui tiendraient le haut de pavé dans le monde seraient celles qui domineraient le gigantesque marché chinois soudain ouvert. L'erreur, que nous avons dénoncée sur ce blog sans relâche, c'est que, sans correctif monétaire, des déficits et des excédents gigantesques en résulteraient qui ruineraient les classes moyennes des pays développés. Maurice Allais a écrit, à cent ans, un livre pour avertir le monde. On l'a traité de tous les noms ! Et c'était le Monde qui s'y collait avec tout le soutien de la « dream team » de Jospin. Pas de fantasmatiques néolibéraux !

Si après avoir nationalisé à 100 % tout et n'importe quoi, Mitterrand et ses socialistes ont commencé à tout dénationaliser y compris les vieilles entreprises nationalisées depuis ou l'avant-guerre ou l'immédiat après-guerre, c'est simplement parce que sinon le traité de Maastricht n'aurait eu aucun sens. L'europhisme imposait qu'on ne retrouve pas des molochs nationaux face à face, armés par des États. Pour le meilleur et pour le pire !

En France le néolibéralisme n'a jamais eu le moindre pouvoir. On voit que Sciences Po est un conservatoire du bureaucratisme et du keynésianisme, son surgeon économique, l'OFCE étant le défenseur permanent et absolu des impôts, de la dette et de la dépense publique. Ce sont les associations pro Wokistes qui y ont gagné, pas de dangereux complotistes néolibéraux.

La liberté d'immigration en Europe des Africains est dans tous les programmes de gauche alors que l'Europe se devait de défendre ses frontières contre l'immigration illégale. L'individualisme « marchandisé » est plutôt à rechercher du côté du Wokisme que de la réflexion économique libérale.

Il serait sage de se concentrer sur l'économie avec des yeux libres de préjugés, plutôt que se gargariser de mots autour du faux concept de néolibéralisme, qui n'est bien qu'une arme verbale de propagande d'inspiration un tantinet stalinienne dans son usage courant actuel.

Pour des raisons d'argent et de puissance, certains grands pays ont choisi des cartes biseautées qui les avantageaient, pensaient-ils. Au bout du jeu les résultats ne sont pas là. La panique conduit à des tentatives de retour en arrière. Ce n'est pas la fin d'une doctrine, ni d'une pratique, mais le constat d'un échec qu'il va bien falloir surmonter. L'illusion d'un financement de déficits perpétuels par la dette monétisée auprès des banques centrales est désormais intégrée par les élites, même si les grandes masses ne l'ont pas encore tout à fait admis. L'illusion qu'en prélevant dans le revenu d'autrui, on pourra indéfiniment financer son train de vie, n'existe pas réellement. « Les riches paieront » est le genre de simplismes qu'on aime bien répéter dans les manifs pour se défouler. Mais tout le monde sait que cela n'a jamais marché nulle part. En revanche c'est une adresse à ceux qui ont réussi à faire face : « ne nous laissez pas tomber, on a le pouvoir de vous nuire ! »

Faut-il leur répondre ?

Oui !

Mais, malheureusement, il n'y a plus de partis de gouvernement pour tenter de créer les évolutions nécessaires. On sait ce qu'il faut faire, mais les leviers manquent pour faire bouger les choses. Macron donne le sentiment de mépriser la base et de ne servir que lui-même et ceux qu'on imagine être ses amis financiers. Le PS est mort. La deuxième gauche est enterrée. LR préfère la lutte entre énarques pour la présidentielle et surtout se taire sur tout pour ne rien compromettre. Le néant d'abord, la réflexion plus tard ! Succès garanti...

Il ne reste que l'exécration en bas et des demi-sel de la sociologie caricaturale dans les allées du pouvoir et des médias, de l'écologie pervertie et de l'étatisme keynésien. La pensée socialiste, qui est restée dominante en France tout en gagnant les États-Unis, mais qui a perdu beaucoup de sa

séduction, cherche nerveusement à retrouver un peu de légitimité. Que cette gauche puisse croire qu'en terrassant par les mots un diable artificiel monté en marionnette, le néolibéralisme, construit à la va-comme-je-te-pousse comme l'auteur de tous les maux, indique assez l'ampleur de la déroute morale et intellectuelle dans laquelle elle se complaît.

Sa domination résiduelle dans tous les lieux où se construit l'opinion laisse peu d'espoir que la France cesse sa dégringolade dans le sous-développement et la soumission. Son succès aux États-Unis et par ricochet dans les institutions européennes sous forme d'un écolo-wokisme destructeur et outrancier couplé à une volonté de puissance, laisse le monde occidental dans un état étrange qui remet en cause la stabilité et la prospérité du monde.

Là est le vrai risque à dénoncer.

Et de vrais risques de marginalisation pour ceux qui le feront.

Un peu de courage intellectuel et de vérité, s'il vous plaît !